



24 janvier 2008

## **Nous croyons que Dieu veut la paix sur leurs terres comme sur les nôtres**

Le Rapport Manley manque malheureusement l'occasion de guider le Canada vers un rôle vraiment constructif dans l'établissement d'une paix durable en Afghanistan.

Le groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan, connu sous le nom de commission Manley, reconnaît que le rôle du Canada dans la lutte contre les insurgés est essentiel à la sécurité mondiale et canadienne. Il recommande que conformément à cette approche, on ajoute tout d'abord aux forces canadiennes un autre groupe tactique d'environ un millier d'hommes d'un allié de l'OTAN/FIAS, pour ultimement transférer cette campagne contre l'insurrection à l'Armée nationale afghane, une fois celle-ci entièrement formée.

Tout en faisant état, dans le corps du rapport, de l'importance de la diplomatie et de la réconciliation, les membres de la commission omettent de recommander que l'apport diplomatique du Canada soit axé sur l'aide à apporter aux Afghans et à la communauté internationale par l'institution d'un processus de négociations de paix globales auxquelles participeraient les éléments de la société afghane exclues jusqu'ici des Accords de Bonn. Le Canada, tout comme ses partenaires de l'OTAN et de la FIAS, est partie à une guerre civile de par son soutien à un des belligérants dans un conflit antérieur aux attentats du 11 septembre. Il faut trouver un moyen de permettre aux Pashtounes du sud et de l'est du pays, largement exclus, de participer au processus politique. Nous sommes persuadés que l'établissement d'une paix globale, de réconciliation et de démarches diplomatiques offrent le meilleur espoir de paix pour l'Afghanistan, y compris pour la région de Kandahar.

Le Conseil canadien des Églises est le regroupement œcuménique le plus vaste du Canada; il représente en effet 21 Églises de traditions anglicane, évangélique, orthodoxes de l'Est et orientale, protestante et catholique.

Dans une lettre adressée au premier ministre le 25 juin 2007, son président, le Rév. James Christie et sa secrétaire générale, la Rév. Karen Hamilton, faisaient part de leurs préoccupations à l'égard de la population afghane, et de notre commun espoir de la réconciliation et d'une paix durable dans ce pays qui vit depuis trop longtemps dans la tourmente. La lettre mettait l'accent sur trois points :

- 1) l'engagement du Canada doit avoir pour objectif primordial la quête de la paix pour la population afghane, plutôt que la poursuite de la lutte au terrorisme;
- 2) il faut trouver une solution politique menant à la réconciliation des peuples afghans, en recourant à tous les moyens diplomatiques disponibles, dont l'appel à l'engagement de la société civile et des réseaux religieux;
- 3) les efforts des forces canadiennes doivent être orientés vers la protection des vies et la préservation des infrastructures civiles.

Une lettre du 16 août 2007, portant les signatures d'un important groupe de dirigeants religieux, traitait du rôle des forces canadiennes en Afghanistan : « Nous croyons que les Forces armées canadiennes doivent se concentrer sur la protection des Afghans vulnérables, au lieu de pourchasser et de combattre les insurgés dans des régions où la population ne fait pas confiance à un gouvernement central ou lui est hostile.

Nous sommes d'accord avec le Rapport Manley lorsqu'il déclare qu'il s'agit d'une situation complexe et que des personnes de bonne volonté et de principes élevés peuvent être en désaccord sur la meilleure manière de procéder en Afghanistan. Le Conseil canadien des Églises et Project Ploughshares se proposent de participer au débat actuel sur ces questions, en échangeant avec leurs Églises membres, ainsi qu'avec les parlementaires et la population canadienne.

Nous prions pour la sécurité et le bien-être des forces canadiennes et des civils qui servent en Afghanistan. Nous prions aussi pour les Afghans, quelle que soit leur appartenance, car nous croyons qu'ils sont tous aimés de Dieu et que Dieu veut la paix sur leurs terres tout comme dans les nôtres.

Pour de plus amples renseignements, contacter :

La Rév. Karen Hamilton  
Secrétaire générale, Conseil canadien des Églises  
Courriel : [hamilton@ccc-cce.ca](mailto:hamilton@ccc-cce.ca)  
Téléphone, bureau : 416-972-9494, poste 22  
Téléphone mobile : 416-522-3883

John Siebert  
Directeur administratif, Project Ploughshares  
Courriel : [jsiebert@ploughshares.ca](mailto:jsiebert@ploughshares.ca)  
Téléphone, bureau : 519-888-6541  
Téléphone mobile : 519-591-3227